

# Les évêques tentent à leur tour de désamorcer la bombe

## RD CONGO L'Eglise lance un « dialogue de la dernière chance »

► Le président Kabila arrive officiellement au terme de son mandat le 19 décembre.

► La tension monte à l'approche de cette date fatidique.

► L'Eglise catholique essaie de calmer le jeu.

L'Eglise catholique a lancé, ce jeudi à Kinshasa – et jusqu'à mardi prochain –, des négociations politiques en vue d'éviter tout dérapage fatal à l'approche de la fin officielle du second mandat du président Joseph Kabila, le 19 décembre.

**1 Quel est l'enjeu de l'initiative menée par les évêques catholiques ?** Qualifié de « négociations de la dernière chance », le dialogue restreint a pour premier objectif d'éviter que la situation ne dérape au moment de la date fatidique du 19 décembre, jour où expire le mandat du chef de l'Etat. La conférence épiscopale du Congo (Cenco) a pris cette initiative sous l'impulsion du pape François. Les participants sont des délégués de la « majorité présidentielle », des représentants de l'opposition qui avaient déjà signé un accord politique le 18 octobre dernier et des porte-parole du « Rassemblement de l'opposition », dont des représentants du principal parti d'opposition, l'UDPS, dirigé par Etienne Tshisekedi. La société civile a également envoyé deux représentants à ce « mini-dialogue » limité à 30 personnes.

**2 Qui sont les « dialogueurs » ?** Ils représentent les partis politiques siégeant à l'Assemblée nationale, où le camp présidentiel est majoritaire, mais aussi des formations

plus radicales comme la faction de l'UDPS fidèle à Etienne Tshisekedi. Cependant des mouvements de base, Lucha et Filimbi, qui recrutent au sein de la jeunesse, ne participent pas au dialogue et maintiennent une position plus tranchée, exigeant le départ du chef de l'Etat. Ils ont lancé un mouvement « Bye Bye Kabila » dont on ne mesurera l'impact réel qu'à la date du 19 décembre. De nombreux observateurs craignent qu'un soulèvement populaire, voire insurrectionnel, ne dépasse les capacités d'encadrement des partis traditionnels, débordant les forces de sécurité.

**3 Quels sont les points de divergence ?** Ils portent sur le processus électoral (calendrier et séquences des élections, financement de l'exercice) – la commission électorale indépendante (Ceni) avance le chiffre de 1,8 milliard de dollars... L'opposition, en plus du poste de Premier ministre, exige aussi que des ministères clés, « régaliens » comme les Finances ou la Défense, échappent à l'autorité présidentielle. La situation du président Kabila est au cœur du débat. Ses partisans, prenant note de son engagement à « respecter la Constitution », assurent qu'il ne se présentera pas aux élections. Par contre, ses détracteurs croient que les négociations politiques actuelles et le « glissement » envisagé ne sont que des manœuvres dilatoires, destinées à gagner du temps tandis que se renforce l'appareil répressif.

**4 Quelle est l'attitude de la « communauté internationale » ?** Le contraste est frappant entre la position des pays « occidentaux » et celle des pays africains. Du côté occidental, on a rarement vu une telle unanimité : mises en garde sinon me-

naces se succèdent, 17 « envoyés spéciaux » se sont rendus à Kinshasa et les expatriés ont été invités à quitter le pays.

Du côté de la « société civile », une coalition de 72 organisations congolaises et de 15 organisations internationales de défense des droits de l'homme a demandé à l'Union européenne et aux Etats-Unis d'étendre les sanctions ciblées contre les principaux responsables de la répression qui a fait une cinquantaine de morts en septembre dernier (mais rien n'a été prévu à l'encontre des partis politiques qui, sans les encadrer, ont poussé dans la rue de jeunes émeutiers qui ont brûlé vifs des policiers et détruit des édifices publics).

Par contraste avec cet activisme occidental, les pays africains se montrent d'une extrême prudence. C'est que tous les voisins du Congo mesurent les conséquences qu'entraînerait l'implosion du pays et se souviennent de la Libye... C'est pour cela qu'ils ont appuyé l'accord politique parrainé en octobre par Edem Kodjo, mandaté par l'Union africaine.

**5 Que reproche-t-on au président Kabila ?** Outre sa volonté de rester au pouvoir, ses compatriotes lui reprochent la corruption du régime et les milliards de dollars évaporés (entre autres lors de la revente des actifs miniers), les inégalités criantes qui rendent plus insupportable encore la misère de la majorité de la population.

Est aussi soulignée son incapacité à mettre fin aux violences qui ravagent la région de Beni et à mettre au pas les milices qui sévissent dans plusieurs provinces. Les Occidentaux partagent et répercutent ces griefs populaires, omettant de souligner des avancées en matière d'éducation et de réduction de la

pauvreté. Sans le reconnaître ouvertement, ils déplorent aussi leur faible emprise sur un chef d'Etat décrit comme « souverainiste » et aussi difficile à cerner par ses compatriotes que par les étrangers... ■

COLETTE BRAECKMAN

## RENSEIGNEMENTS

### **Quand les Anglais écoutaient Kabila...**

Ainsi donc, ils savaient tout !

D'après des documents extraits des archives d'Edward Snowden et publiés par *Le Monde*, les services de renseignements électroniques britanniques écoutaient, en 2009, toutes les conversations émanant du président Kabila, de ses conseillers et chefs militaires, y compris ceux qui se trouvaient en opération contre le mouvement rebelle M23. A l'époque, le Rwanda, très soutenu par Londres en matière de développement, était alors accusé de soutenir ce mouvement initié par des Tutsis congolais. Pour faire bonne mesure, les Anglais écoutaient aussi les chefs de la rébellion. Londres n'ignorait donc rien des nombreux massacres commis à l'époque ni de l'exploitation illégale des ressources minières.

C. B.